

N° 136 - MARS 1975

LAISSERONS-NOUS
ASSASSINER
NOTRE CULTURE ?

(Notre Edito)

LE PEUPLE 2^F BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

MENACES SUR LE LITTORAL



PLEYBEN : ET LE DROIT AU TRAVAIL ?

Edito HAG HOR YEZH

MANIE d'intellectuels passésistes, disent-on naguère de ceux qui luttent pour la culture bretonne. On le dit moins, car notre peuple se réveille et cherche à émanciper des « siècles glorieux » de la colonisation, comme l'écrit Paul Keating... Rien n'est véritablement cessé. Après les drames et les erreurs terribles de la seconde guerre mondiale (le combat culturel) reporté trois fois, dès 1947, le journal Avel an Trech (vent de victoire) de Jean Olivier relança la lutte. Puis ensuite, ce fut la revendication moderne mais inflexible d'Enlène Brest, nommée par Armand Keravel. Et bientôt les combats du Kuzel ar Brezhoneg, de Kerdalek, du Bleun-Brag, d'Ar Fall, de E.A.S. Jusqu'à les Bretons n'ont véritablement renoncé à sauver leur culture. La nouveauté dans ce domaine fut rétrospectivement la création, puis les manifestations publiques de Galt qui portèrent sur la place publique une revendication vigoureuse, unissant les luttes culturelles et progressistes.

Cette revendication culturelle a été portée d'avant : on voit se multiplier en ce moment les cours et les méthodes pratiques de breton (un cours « Avelin » de breton va paraître), preuve d'imagination d'une culture qui cherche toutes les possibilités à l'atoutement : manuels variés, disques, bandes magnétiques, bandes dessinées, traduction justalinéaire, etc...

Mieux encore, au-delà de la création permanente d'une culture bretonne, on constate la capacité de cette culture à se remettre perpétuellement en question, ce qui est un indiscutable signe de santé : le récent et fructueux débat sur la fête bretonne organisé par l'U.D.B. le démontre, comme le démontre aussi la nouvelle orientation prise par Kerdalek, élargissant sa conception de la culture et affirmant que dans le « nationalisme breton » les combats culturels, économiques et politiques sont étroitement liés.

Cependant, nous ne pouvons pas crier victoire, car le combat s'est prometteur est loin d'être gagné car l'adversaire colonialiste multiplie les obstacles. Plus, en l'impression que le renouveau culturel, non seulement n'a pas entrainé une progression de la revendication bretonne mais même qu'il a été produit en Bretagne un véritable vide revendicatif : GALV, par exemple, est entré en sommeil, le rassemblement de Toulon en 1974 n'a été suivi d'aucun action. Or ce vide revendicatif est très grave car aussitôt le pouvoir colonialiste s'y est enfoncé et a développé une véritable nouvelle vague de sa répression.

Si chaque journal a son « kern ar brezhoneg » (sein du breton), humilié dans sa discussion, la presse colonialiste a ingénieusement freiné la prise de conscience populaire et donc le renouveau culturel. Pour cela elle tergiverse l'information, « bâillonne » à l'occasion à trahir les communiqués des organisations démocratiques, à les censurer, voire à les refuser purement et simplement.

A l'école, pour empêcher tout enseignement correct de la langue bretonne, l'administration colonialiste maintient le breton dans l'emploi du temps et les examens, refuse de payer principaux obstacles : bureaux impossibles, refus d'insérer certains professeurs, refus de les former.

A la radio, à la télévision, les « réformes » sont des prétextes à rogner la part socialement insuffisante qui était réservée à l'expression bretonne, sans parler du caractère éminemment folklorique et provincialisant de la plupart des émissions qui subsistent.

Aussi le devoir de tous ceux qui ont à cœur le développement de la culture bretonne, originale, vivante et moderne est clair : il faut reprendre avec vigueur, avec unité, sans concessions ni accommodements, la lutte de masse pour nos revendications minimales.

Il le faut, car la poursuite du renouveau culturel est à ce prix. Il le faut, car sinon la seule voie qui resterait ouverte aux jeunes Bretons serait celle des bombes et des attentats : qui — de responsable — le souhaiterait ?

Il le faut, et c'est possible : un courant unitaire indiscutable nous rassemblera en Bretagne ; nous approcherons de l'unification orthographique, des débats ouverts et démocratiques nous rassembleront. Demain une puissante campagne de rétroinformation des noms de lieux de notre pays pourrait être la marque visible de cette unité conquise retrouvée. Pour une culture autonome, moderne et populaire.



La vie de

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

Quelques lecteurs nous ont écrit pour nous demander ce que devenait nos 4 pages-magazine intitulées « P.B. 2 ». Qu'ils se rassurent : nous n'avons pas renoncé à cette parution. Nous avons même des projets : un PB consacré au Brezhoneg, un autre traitant de la revue des Bonnets Rouges dont c'est, cette année, le tricentenaire, etc...

Mais nous avons dû espérer la parution de notre supplément en raison des difficultés financières du moment. Nous avons souvent dit ici que la presse militante est d'une très grande vulnérabilité, car elle ne dispose pas des fantastiques moyens de la presse capitaliste.

Nous, nous n'avons que notre courage et la confiance de nos lecteurs. Si tous les Bretons pouvaient connaître le PB, nous aurions une masse d'abonnés telle que notre avenir serait assuré.

Pour cela, c'est de nos lecteurs que nous connaissons et nous apprécions tout : moyens de nous aider très directement.

« Galt » s'abonne ou se réabonne eux-mêmes ; — ensuite nous demander des justificatifs pour les distributeurs dans leur entourage (si vous pouvez nous régler les frais de port, tant mieux) ou nous fournir des adresses de correspondants susceptibles de nous apprécier ;

— enfin, participer — même modestement — à cette souscription permanente. Merci à tous ceux qui penseront à nous pendant le mois de mars.

10 ^e liste	
M.M. 95 Clergy	20,00
L. Ph. 53 Pavillon-école	10,00
L.B. Ch. 72 Mouton	10,00
Aronyma, La Baule	10,00
Le Pott, 85 Argenteuil	3,00
L.P.B. Alger	8,00
L.H.J. Houat	5,00
R.J.F. 24 Charente	20,00
L.G.P. 29 Plouguerneau	20,00
« Un Breton de Phénac » qui avait 15 ans en 1940 »	
Mme O.M. St-Malo	20,00
« Pour le maintien et l'extension d'une information au service du peuple Breton »	
Mlle L.P.M. « Bon courage et longue vie au Peuple Breton »	20,00
Aronyma, Madrid	20,00
E.J.Y. 39 Lilla	70,00
L.J.F. 29 Plouézec (Leheret)	10,00
« Pour la qualité du P.B. »	
Total de la 10 ^e liste : 283,00	
Report des listes précédentes 652,35	
Total : 935,35	

Paimpol

A l'image de ce qu'il est en Bretagne, le militantisme dans le Golec va de l'avant. Le mois dernier les militants du secteur se sont groupés dans le cadre de la section de Paimpol afin de poursuivre plus efficacement leurs efforts.

Tous les lecteurs du P.B. et P.V. et les sympathisants du Parti sont invités à rejoindre notre combat pour la Bretagne Socialiste par l'U.D.B.

Pour tout contact s'adresser au responsable de section : Andrew Komat Les Médiéas - Kerch' 22620 Ploubasleuc

Rennes

La campagne de défense de l'emploi mobilise toujours la section : un tract sur la situation de l'emploi en Ile-et-Vilaine a été distribué en plusieurs points de Rennes. Les ventes du Peuple Breton et du Peuple Breton se portent bien, merci ! Nous avons un objectif précis : ruser la prochaine venue massive grecque dans la région moutonne. La section trouve encore le temps de s'intéresser aux problèmes de l'énergie et à la préparation du Congrès de l'U.D.B. Nous avons tous le sentiment que pour progresser, il nous faut toujours errer de près la réalité des véritables problèmes des travailleurs bretons.

« Galt » s'abonne ou se réabonne eux-mêmes ; — ensuite nous demander des justificatifs pour les distributeurs dans leur entourage (si vous pouvez nous régler les frais de port, tant mieux) ou nous fournir des adresses de correspondants susceptibles de nous apprécier ;

— enfin, participer — même modestement — à cette souscription permanente. Merci à tous ceux qui penseront à nous pendant le mois de mars.

« Galt » s'abonne ou se réabonne eux-mêmes ; — ensuite nous demander des justificatifs pour les distributeurs dans leur entourage (si vous pouvez nous régler les frais de port, tant mieux) ou nous fournir des adresses de correspondants susceptibles de nous apprécier ;

« LE PEUPLE BRETON » mensuel	
Boite Postale 304	
29273 BREST CEDEX	
ABONNEMENTS	
Ordinaire : 20 F	
De soutien : à partir de 30 F	
Etranger : 30 F	
Etranger (par avion) : 45 F	
C.C.P. 2 365-76 RENNES	
CHANGEMENTS D'ADRESSE	
Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en indiquant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 1,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.	

L'Union démocratique bretonne

Morlaix

- PUNISHMENT PARK - A MORLAIX

Si, en Bretagne, on s'en tenait aux films proposés par les directeurs de cinéma, on aurait une piètre idée de l'actualité cinématographique ! Des diverses positions de l'amour au western fatigué, l'éventail se resserre bien vite. La raison

invocée par ces mêmes directeurs : « Qui se déplacerait pour un film de Jean Eustache ? Impossible de répondre puisque jamais ses films ne sont proposés au public, du moins dans les villes moyennes. »

La section de Morlaix a tenu le pari et a même été plus loin en affichant « Punishment park » de Peter Watkins. Résultat : 310 personnes pour la soirée ! Un succès donc, qui reflète bien la valeur d'un film peu connu de public-fiction sur la militarisation de l'état.

Une expérience à renouveler.

L'EXPO ITINERANTE DES MILITANTS BRESTOIS



« La Bretagne, c'est quoi ? Plus qu'une région ! Un peuple. Une histoire. Une langue... » Ainsi commence l'actuelle exposition de panneaux illustrés aux titres-choc réalisées par la section de Saint-Marc.

Exposée sur la rue et accompagnée d'une vente massive de « P.B. P.V. » elle a déjà, à deux reprises, « accroché » de nombreux bretons.

Notre but ? D'abord clamer la vérité sur la Bretagne, trahison des notables, militarisation, néo-piraterie, chômage, colonialisme, etc.

noctide culturel. Ensuite faire connaître l'U.D.B. et ses journaux... et faire adhérer à notre Parti.

Action dans la rue incluse dans une campagne programmée de propagande-adhésions. Elle est en effet suivie d'une distribution du P.B. dans certains quartiers et doit se terminer par une soirée de cinéma accompagnée d'un débat. Au programme, deux films de Casard : Ti pri et Terra Corsa. Cette soirée, que nous espérons être une grande réussite, sera annoncée par voie de presse, collèges d'affiches et distribution de tracts.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHESION

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Signature : _____

Je déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

A _____ 197 _____

Adresse ce bulletin (obligatoire) : U.D.B. B.P. 304 29273 BREST CEDEX

Du rêve au combat...

Quand on vient au monde à PARIS, capitale comme chacun le sait, de la FRANCE, Une, Indivisible et Eternelle, Marie des Lettres, des Arts et des bonnes manières, et que de surcroît, on bénéficie de l'éducation française qui nous a enseigné - Enfants de tous Pays et de toutes Cultures -, que nos ancêtres, même si de quelques siècles semble étrange, que nos ancêtres étaient les Gaulois, la BRETAGNE fait partie dans un premier temps de ces terres légendaires et mystiques où l'on coupait le gui en robe blanche, une fois l'an pour mieux voir les étoiles entre deux branches et où toutes les mamans enfermées dans leurs tisanes chantaient à l'unisson pour endormir leurs progénitures rendues nerveuses et agitées par l'air marin et le bruitement des revenants, un chant bien mystérieux aux accents bretons, qui disait : « Toutouk quelque chose... »

La BRETAGNE, c'était aussi, dans le manuel d'Histoire à dormir debout de notre beau PAYS, un bout de terre toute mouillée et tout embrumée, récupérée en-xtrême grâce à un roman d'Amour digne de l'actualité heureuse de « Jours de France ». C'était aussi l'image d'un valeureux soldat, petit dans une armure trop lourde, les mains fortement armées sur une épée qui avait pas mal - causé aux Ennemis de la PATRIE -, les yeux fixés vaillamment sur la ligne Bleu Blanc Rouge de nos frontières - « natures... »

Il ne faut pas oublier non plus que la BRETAGNE a une part privilégiée dans le Bestiaire des petits Français de tout poil, de Dunkerque à Tamaris et en passant par la Réunion (si chère aux élus reconnaissants). Et je me souviens très bien, qu'une voisine qui s'appelait MARIA qui mettait de dur à prononcer et que nous aimons beaucoup car elle était toujours triste et seule, vivant comme une petite souris et mettant un joli napperon sur la tête pour servir le dimanche, nous rapportait toujours dans notre enfance des jolis bols pleins de couleurs, des glâteaux au « goût sauvage venu d'ailleurs », des crêpes comme maman ne savait pas les faire, même le jour du mardi gras.

J'ai oublié de dire que MARIA, notre amie d'enfance gagnait chichement sa vie en faisant des minages.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la BRETAGNE a aussi une VOCATION MARITIME et je me souviens des larmes versées en cachette sur le sémis marquois rouge de « Pêcheurs d'Islande », que nous aimons beaucoup car elle était toujours triste et seule, souffrante racontée avec tant de sentiments... Une vraie Fatalité ! La pauvreté et la mort c'est tellement romantique au plein air, et de surcroît au milieu des Tempêtes. Un grand merci et un grand bravo à notre belle littérature enfantine française quatre siècles, sans censure ni sous-titres, qui de notre « bonne comtesse » - aux péri en mer a tenté d'inclure des sentiments charitables, sociaux, aventureux, pieux et patriotiques à plusieurs générations de futurs soldats, manouvriers, mères de famille et dieux.

Et puis un jour, le voile du Temple se déchire et les lambeaux flottant au doux zéphyr de tous les plages à c... laissent entrevoir des hommes vendus, des terres brûlées, des langues et des cultures assassines, des Histories qui sentent le traité - c'est pesé -, vendus, m'en des tonnes pour tous les territoires colonaux. Et derrière tout cela, il y a la longue file des chômeurs les « plus scolarisés de l'Hexagone » - Mar Pij - qui, estampillés Brezhoneg se retrouvent au petit matin à « l'échangeur Montparnasse de la main-d'œuvre » - Passez-moi dix wagons de Bretons et on vous refille 1500 kg de Turcs... »

Il y a aussi la terre qui ne sait plus comment respirer entre les raffineses, les marins pieds dans l'eau, les routes stratégiques, les Punishment Park en préparation, les millions de mégatonnes de petits atomes en rupture de matière, à vous glacer le sang d'un Gulf Stream et les bons gros Buldozers à heures de relaire pour jouer avec les haies et les talus NON RENTABLES qu'ils ont bûchées joyeusement il y a peu de temps sous la garde vigilante des C.R.S.

Mais il y a aussi le Peuple, c'est-à-dire les Bretons et les autres dont je suis, qui vivent et luttent en Bretagne, comme vit le Peuple du Pays Basque, de l'Occitanie, de la Corse et de partout ailleurs où le combat est à mener pour la reconnaissance des droits inaliénables d'un Peuple à son histoire, à sa langue, à sa culture, à sa vie, aux droits de ses travailleurs, un combat général qui a pour but le socialisme et qu'en Bretagne, je ne pourrais mieux mener qu'au sein de l'U.D.B. Marie-Françoise.

CHRONIQUE DES MARINS

DE LA CARENCE AU MÉPRIS

De côté de l'enseignement maritime, l'Association pour la Garantie des Ecoles d'Apprentissage Maritime est, évidemment, dans une phase difficile et se voit à se demander si son enseignement est ou non un service public. En janvier dernier, l'AGAM faisait part de ses soucis au Secrétaire d'Etat aux Transports, lequel, jadis, avait promis, reconnaissant la concentration, il lui fit état des problèmes que ceci entraînait pour conséquence inévitable un tarissement du recrutement.

Dégradé pour dégradé, il reconnaît sans le faire appel aux subventions des assemblées locales et notamment aux conseils régionaux. Pour illustrer sa pensée, il se veut obligé de prendre pour exemple la Bretagne où les écoles sont les plus nombreuses.

Avec de tels conseils on peut se demander où l'on va. En effet, ce qui confirme la « région » à se compter que par elle-même sans avoir pour autant les avantages de l'agriculture, du fait qu'elle reste soumise aux obligations de la solidarité « nationale » ouverte des écoles à tous.

IFFIG

- a reçu de M. Jean Le Calvez une gentille lettre lui demandant de faire part à ses amis de la naissance du nouveau mensuel « Combat Breton » (16 pages, 5 000 exemplaires, 4 francs).
- est heureux de voir la presse bretonne compter un nouveau lecteur, et se réjouit d'autant plus que cela permet à M. Van-Adolphe Fouéré de récupérer son bien « l'Avant » de la Bretagne ».
- a cherché pourtant à en savoir plus sur ce nouveau mensuel.
- a été surpris de lire que ce journal breton avait été imprimé par la société Caron-Guillaume dans les ateliers se trouvant dans la banlieue parisienne.
- a été encore plus surpris en découvrant que ce journal mensuel avait été édité par le Centre International de Transmissions (C.I.T.) société anonyme au capital de 100 000 F., dont le siège se trouve à Montreuil-le-Haut (75002) 20, boulevard Pajol, tél. 862.77.29.
- s'est rappelé alors que le président et principal actionnaire de la C.I.T. M. Le Calvez, avait employé avant le lancement de S.A.V. par la France, autre société d'import-export.
- a trouvé tout cela bien étrange.

Actuellement, les écoles des 5 départements bretons disposent un enseignement qui dépasse largement le cadre local, d'un surcroît de charge s'ajoutant à une gestion déjà très difficile malgré les subventions locales. Les élèves des E.A.M. sont originaires de Bretagne pour 50 % environ (1), mais avec 6 écoles sur 16, la Bretagne assure 75 % de la formation hexagonale (2).

Dans les Ecoles Nationales de la Marine Marchande formant les officiers la situation pourrait devenir inquiétante. Actuellement, avec 3 écoles sur 5 la Bretagne assure pour 73,74 % de la formation, or, seulement 14 % des Bretons qui naviguent sont officiers, d'où également un surcroît de formation. Sur les 3 écoles bretonnes, celle de l'Imperial est menacée et celle de St-Malo vigée par sous-emploi. Si les risques de fermeture se concrétisent, les assemblées locales seront conduites à augmenter leurs subventions pour assurer le fonctionnement. Ceci est d'autant plus probable, que dans le contexte actuel c'est la seule solution immédiate au chômage pour de nombreux Bretons.

On en arrivera ainsi à ce qu'un pays pauvre subventionne une part importante de la formation des équipages de la flotte française. Hélas, cet état des choses n'est pas sans conséquence sur les patrons des régions plus riches de l'hexagone qui bénéficieraient d'une main-d'œuvre émigrée toute formée et diplômée.

Jean Rouault

Petites Annonces

- Neut signifiant que nos annonces sont gratuites pour tous nos annonceurs et le respect de l'écrit, de même nos annonces ne sont pas publiées sur nos journaux, mais sur les journaux de l'extérieur.*
- DEMANDES D'EMPLOI**
- JH 18 ans 1/2, ayant déjà travaillé, ch. anglais mécanicien auto sans expérience. Ecole Ind. 1E MEON, Poullezeau, Dinan - 3924 Douaies.
 - JH 20 ans, G.A.P. mécanique générale, démonté d'automobile mécanicien, ch. emploi dans garage en Bretagne. Ecole Fovell, La Courneuve, 11, rue du Port de pêche - 10000 Quimper.
 - 40 ans, marié, formation I.N.F.A.C. titulaire C.A.P.A.B.E. 10 ans expérience professionnelle dans organisation, ch. emploi recherche poste à responsabilité direct gestionnaire dans organisme social, nat. formation vacances au tourisme en Bretagne. Préférence rég. du Breton. Ecole Fovell, 11, rue du Port de pêche - 2910 Trébevan.
 - J. chômeur, scripteur, ch. emploi en Bretagne, dans librairie si possible. Ecole J.L. Deuffo, 7, rue Méry, 35023 Plozevet/Douaies.

La fête en Bretagne

A l'invitation de l'Union démocratique bretonne, une réunion a rassemblé à Lorient le 2 février des représentants de Kerdelch, du Bleu-Brug, d'Ar Fals, de l'Association Dastum, des groupes Diouled Ar Menes et Ar Fihavenn, et de la coopérative Neveone. Notre journal avait déjà, en 1969, publié l'essentiel d'un débat consacré aux spectacles folkloriques d'été. Cette table ronde avait été à l'origine d'une évolution radicale et rapide des fêtes folkloriques traditionnelles. Cette fois-ci, autour de notre camarade Joël Guégon qui dirigeait le débat, la discussion porta sur les festi-noz et la fête en général.

Certains participants parlèrent du « déclin » des festi-noz. Initialement, des passionnés de danse bretonne se réunissaient et par leur technique — souvent acquise dans les cercles catoliques de Kerdelch ou les groupes de B.A.S. — ils arrivaient à s'intégrer à la population rurale où de traditions de danse populaire subsistaient, dans la Montagne Noire par exemple.

Or, de nos jours, cet aspect « populaire » a bien disparu, et avec lui un certain caractère des fêtes que fréquentent de plus en plus les jeunes Bretons, très souvent urbains.

Les optimistes estiment qu'il ne faut pas jouer les pleureuses: le phénomène des festi-noz reste le unique en Europe et caractéristique, malgré sa commercialisation, la jeunesse bretonne — ce qui est « un vrai jeu » en Bretagne, c'est le « bal-pince-les » traditionnel ou encore la « boîte-du-samedi-soir ».

Théorie contestée par certains cependant: « Ou'est-ce qui prouve que les jeunes Bretons d'aujourd'hui sont capables de créer quelque chose de comparable au festi-noz d'antan sans une sensibilisation minutieuse aux divers aspects de la culture bretonne ? »

Le débat était lancé. Il ne restait pas contonné ou seul problème de la fête en général — fête-dévoilement, fête-célébration, fête-transgression, etc. — fut aussi largement abordé en toute liberté et on déboucha sur des conclusions politiques intéressantes. Un prochain numéro de notre journal publiera l'essentiel de cet important débat qui peut marquer une nouvelle étape dans la reconquête de notre autonomie culturelle.

BAR LE TRISKELL
Place Dufrin - BREST
☎ 44.56.69
Ouvert à la presse

pladenou keltieg
RIKOU SOTER
38, rue pierre-remard
quimper

tous les imprimés
familiaux & commerciaux

imprimerie artistique & commerciale
2, rue d'antrain, Rennes tél. 30.24.12

BRASSERIE - RESTAURANT
Les Messageries
Place de la Mairie - RENNES
ouvert jusqu'à une heure du matin

Mad'Laines
BIBOULIA STEMM

Mme Y HERRY
18 Rue de la PORTE 29200 BREST
Tel. 45.00.00

UNE ENQUÊTE DU « PEUPLE BRETON » : LES PROBLÈMES DE L'ÉNERGIE EN BRETAGNE

3^e PARTIE

Après l'électricité classique, et le nucléaire dont les deux derniers paragraphes du « Peuple Breton » ont analysé les possibilités et les risques futurs en Bretagne, nous présentons ici le premier article sur le pétrole, nouvelle possibilité énergétique au large de ce pays qui a longtemps traité de pays sans richesses naturelles et au développement impossible.

L'essentiel de ce qui va suivre sera-t-il une chance à porter de la mer et la Bretagne saurait-elle, ou pourrions-nous le savoir? La question vaut d'être bien analysée.

Dans les années qui suivirent le fin de la première guerre mondiale, les pétroliers américains du Gulf Oil et de la Mobil, qui trouvaient les gisements dans les marécages côtiers de Louisiane commençaient insensiblement à porter leurs opérations hors de leurs frontières nationales et à aller chercher ailleurs.

Les progrès furent très lents pendant les premières décennies, mais devinrent plus rapides à partir de 1945 à un rythme qui ne s'arrêta que dans les régions où les gisements à terre existaient en abondance et se continuèrent en mer, sous de faibles profondeurs.

« Eau comme cela se présente autour de la mer du Nord, dans la base de l'Arctique, au Venezuela, dans le Golfe Persique et même en U.R.S.S. en Mer Caspienne.

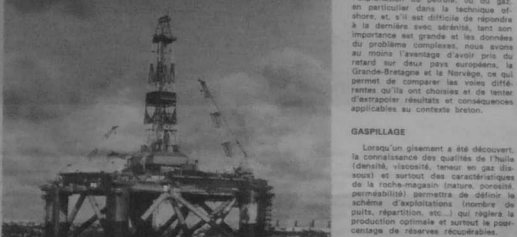
À partir des années 1955-1960, les progrès s'accéléraient et les grandes idées directrices se déconstruisaient. En particulier les pétroliers identifiaient sur les plateaux continentaux d'estuaire sur les fonds marins de moins de deux cents mètres de profondeur, l'existence de larges bassins sédimentaires, capables de recueillir des gisements de pétrole et surtout que ces bassins pouvaient parfaitement se situer entre deux rivages constitués de terrains absolument incapables d'un contenu.

Parallèlement, les progrès technologiques motivés par de nouveaux espoirs provoquaient la découverte et la mise en exploitation de gisements marins situés dans les eaux les plus difficiles et les plus routables du monde, mais au prix d'une débâche de matériel et d'un coût global de mise en œuvre astronomique.

RICHESSE EN MER DU NORD

Quand les premiers résultats commencent à arriver, il justifiaient les investissements consentis jusqu'au bordure des rivages de l'Europe, énorme consommation de pétrole, mais non productrice, les découvertes se révélèrent immédiatement considérables.

Ainsi, le premier en date, Ekofisk, dans les eaux norvégiennes, celui qui a permis tous les espoirs: production journalière: 500 000 barils (1 baril vaut 160 litres) soit donc 80 000 m³ ou 65 000 tonnes. À la fin de 1969 à 130 000 barils, soit donc 80 000 m³ ou 65 000 tonnes. À la fin de 1970, les réserves estimées de ce champ, qui rivalisent que les champs offshore, se sont élevées à 130 000 barils par jour, avec des réserves de deux milliards de barils, l'ensemble capable de subvenir aux besoins de la Grande-Bretagne, estimés à 130 000 000 tonnes par an.



L'exploitation du pétrole, ou du gaz, en particulier dans les zones offshore, est, et il est difficile de répondre à la dernière avec précision, mais son importance est grande et les données du problème complexes. Nous avons au moins l'avantage d'avoir pris du recul sur deux pays européens, la Grande-Bretagne et la Norvège, ce qui permet de comparer les voies différentes qu'ils ont choisies et de tenter d'extrapoler résultats et conséquences applicables au contexte breton.

GASPIPAGE

Lorsqu'un gisement a été découvert, la connaissance des quantités de l'huile (densité, viscosité, teneur en gaz dissous) et surtout des caractéristiques de la roche-magasin (nature, porosité, perméabilité) permettra de définir le schéma d'exploitation (nombre de puits, répartition, etc.) qui réglera la production optimale et surtout le pourcentage de réserves récupérables.

En effet, il est fréquent de ne récupérer directement que 30 % de l'huile contenue dans le réservoir, cette proportion atteignant 40, voire 50 % avec l'utilisation de techniques particulières (injections de gaz sous pression, ou d'eau, fractionnement des roches, etc.). Des gisements ayant produit 50 millions de tonnes sont dits épuisés alors qu'ils en contiennent encore 50, 60, 70 millions de tonnes car, l'huile ne coule plus naturellement, son pompage devient trop onéreux.

Mais il y a pire: il peut arriver qu'une mauvaise exploitation initiale condamne le réservoir à ne fournir qu'une faible partie de ses réserves (de 10 à 20 %) simplement parce qu'on ne fait déborder trop rapidement. En effet, le débit par puits est imposé par les caractéristiques de l'huile et des roches, car il faut que les micro-cristaux contenant le produit se vident au rythme déterminé par ces caractéristiques. Si cette vitesse de production est dépassée, il y a mauvais drainage: des poches contenant du pétrole sont isolées, cendres par l'eau des nappes naturelles ou d'injections et elles ne pourront plus jamais être récupérées. Il est connu que des compagnies pétrolières ont sacrifié d'excellents gisements préférant ne récupérer rapidement que 10 à 20 % des réserves en quelques années, et les bénéfices amoindris, plutôt que de procéder à une exploitation rationnelle et éviter le gaspillage des précieuses réserves.

AU LARGE DE LA BRETAGNE ?

Cela amène à poser la question fondamentale pour tout Breton: existait-il aujourd'hui des indices suffisants, des signes avant-coureurs qui autorisent à spéculer au large de nos côtes de possibles découvertes, soit de domaines de la réalité? Et, si la réponse était positive, quels sont les travaux déjà réalisés ou en cours, qui amèneront à ces découvertes? Et, si découvertes il y a, quelles en seront les retombées sur les populations locales dans les domaines de l'emploi et de l'environnement, ainsi que dans celui des perspectives futures de la Bretagne en général et de ses habitants?

En un mot, l'existence d'une richesse pétrolière dans nos mers se rattache, à longue échéance, la mise de pouvoir enfin donner à ce pays l'instrument de son développement capable de l'amener au niveau qui devrait être le sien? Ou alors, sera-t-elle uniquement d'autres intérêts que ceux des travailleurs bretons et n'aura-t-elle fait que passer, faisant derrière elle une foule de dégringolades: une récession après expansion initiale et trousses et sans doute une dégradation de l'environnement et une population brisée dans ses habitudes traditionnelles?

Pour tenter de répondre aux deux premières interrogations, il est nécessaire de rassembler brièvement ce qui

LE PETROLE

voire plants, on se rend compte de l'impact économique et politique d'une telle découverte qui, important au paravent tout son pétrole, deviendra exportateur cette année.

Depuis, les résultats se sont accumulés, démontrant que cette première réussite n'était ni unique ni sans lendemain. On peut citer, dans les eaux britanniques cette fois plus de vingt découvertes dont les plus importantes laissent rêver: Forties, 500 000 barils par jour, 1 milliard de barils de réserve; Piper, mêmes chiffres, et surtout les gisements du Gullion Block (la concession en or) situés à l'est des Shetland; six réservoirs localisés dans une zone de 50 kilomètres par soixante dix; Thistle, Dunlin, Hutton, Comoran, Brent, et la dernière découverte en janvier 74, Ninian, 1 million de barils par jour, avec des réserves de deux milliards de barils, l'ensemble capable de subvenir aux besoins de la Grande-Bretagne, estimés à 130 000 000 tonnes par an.

Tout ceci pour rappeler qu'il est techniquement possible, en 1975 de découvrir et de mettre en exploitation des gisements pétroliers offshore, à cent ou deux cents kilomètres des côtes, même si les lampées libérées de vagues de 30 mètres de hauteur, il suffit que des organismes privés ou d'état rassemblent les capitaux énormes que représentent les coûts des recherches et de l'exploitation, que le pétrole soit présent en quantité suffisante pour que sa commercialisation amortisse les dépenses consenties et qu'il existe au départ une motivation suffisante, ou bien des indices, seuls capables de pousser les organismes

STAGES FOLK
du 25 au 4-4
ILE DE GROIX - 56

Guilvan - itandans - breton
Guiton - folk
Banjo - 5 cordes

Prix: 150 F. (incluant
transport, repas, organisation)

FOLK CLUB LORIENTAIS

1 Rue Méherty
56100 LORIENT
Tel. 21.38.43

Disques FOLK

LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT DU LITTORAL BRETON : UN SCHÉMA DE RENONCEMENT

Un littoral pour l'homme...
Un littoral pour l'homme...

« Vocation touristique », jamais chance ne s'est si bien accordée à la Bretagne. On nous la sert à toutes les sauces, avec tous les plats. Les conseillers généraux réclament un schéma d'aménagement du littoral ? Très bien. Un atelier régional d'urbanisme va leur en offrir un. Et comme par hasard revient en fait-motiv la même idée : « vocation touristique ». À force de la répéter, se disent nos gouvernants, les Bretons finiront bien par y croire !

Et bien justement, non. Les élus municipaux se sont rebiffés. Certains, il faut le dire, pour des motifs peu nobles. Il s'agit en l'occurrence de conserver pour eux-mêmes et leurs amis le droit de spéculer ou de bâiller sur les terrains côtiers. Mais, beaucoup d'autres, la grande majorité des mécontents, se sont sentis humiliés par la seule possibilité de développement qui leur était laissée : le tourisme.

« L'union des maires du Finistère : « Le tourisme n'est pas tout. Ce n'est qu'un pis-aller... »

« Pont-l'Abbé : « On en retire une conclusion assez triste : le Finistère-sud n'a pas de vocation industrielle. (...) Alors, tout pour les touristes ? »

« Quimper : « C'est un schéma de renoncement. Les choix proposés ne seraient-ils pas déjà faits ? N'allons nous pas dès lors officialiser l'absence de création d'emplois, l'émigration de nos jeunes ? »

Ainsi, peu à peu sont reprises et répétées les idées défendues depuis toujours par notre parti. Le schéma d'aménagement du littoral et des îles n'est pas encore entré en application, mais d'ores et déjà il aura permis au peuple breton de voir quel avenir lui réservait l'Etat français.

Le 25 mars 1972, les conseillers généraux bretons, réunis à Pontivy, généraient une motion dans laquelle ils proclamaient l'urgence en Bretagne d'une politique équilibrée de développement et d'aménagement, conciliant expansion économique et sauvegarde de l'environnement. Pour ce faire, ils proposaient la mise à l'étude d'un schéma d'aménagement du littoral breton et des îles. Ce projet fut repris par le ministre de l'Équipement et le ministre chargé de l'Aménagement du Territoire dans une lettre du 14 juin 1972 au préfet de Région de Bretagne.

Le schéma d'aménagement annoncé à vu le jour dans le courant de l'été. Son élaboration, confiée à un Atelier Régional d'Urbanisme, s'est effectuée sous le contrôle d'un comité de direction composé de conseillers généraux des cinq départements bretons, des présidents des Chambres régionales d'Agriculture des Méthiers du Commerce et de l'Industrie, des représentants régionaux des diverses administrations.

Ce projet est actuellement examiné par les 245 communes qui forment la frange côtière concen-

née. De nombreuses municipalités ont déjà pris position à son sujet. Après avis de toutes ces communes, le schéma d'aménagement prendra sa forme définitive et sera présenté aux assemblées départementales puis régionales. Il sera ensuite soumis au Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire pour approbation. S'il est adopté, il servira de référence à l'élaboration des différents plans d'urbanisme et opérations d'aménagement en Bretagne (schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme, plans d'occupation des sols, etc.).

Deux insuffisances fondamentales

La manière dont ce schéma a été défini comporte à notre avis deux insuffisances fondamentales : au niveau de la concertation avec les organismes intéressés et les élus locaux d'une part, au niveau de l'information de la population d'autre part. Au niveau des élus tout d'abord. C'est à leur demande que le principe d'un schéma d'aménagement a été décidé : il sont ou seront consultés sur le présent

projet. Mais il aurait certainement mieux valu ponctuer de nombreuses confrontations entre élus et techniciens les différentes étapes de la création de ce schéma. De plus, nous ne savons pas dans quelle mesure il sera tenu compte des avis formulés par les diverses municipalités consultées. L'attitude adoptée jusqu'ici par les administrations d'Etat pousserait plutôt au pessimisme.

Cette insuffisance de la concertation paraît encore plus criante en ce qui concerne les organismes socio-professionnels. Par exemple, les organisations professionnelles et syndicales de la pêche bretonne n'ont su que très tard ce qu'était ce projet d'aménagement du littoral qui pourtant les concerne au plus haut point.

Quant à l'information de la population, elle est carrément laissée pour compte. On ne peut que regretter la manière quasi « confidentielle » avec laquelle le projet est porté à la connaissance du public. Que l'on ne s'étonne plus désormais de l'indifférence d'une partie de la population pour la vie publique.

Une opération de cette importance méritait que soit faite, préalablement à son élaboration, la synthèse des opinions émises par les différents groupes sociaux intéressés. Il nous faut d'autre part souligner l'inadmissible partage exercé sur les élus locaux par les pouvoirs publics en présentant ce schéma comme « à prendre ou à laisser », selon une déclaration du Préfet de Région, si ce projet n'est

pas adopté, l'idée d'un schéma d'aménagement du littoral sera abandonnée.

Cette alternative est regrettable car, quelles que soient les faiblesses et lacunes de ce schéma, les objectifs qu'il poursuit sont fort louables. En effet, son but est « le développement et l'équipement équilibrés du littoral » et se définit de la manière suivante :

- Maintenir en Bretagne les jeunes actifs ;
- Définir des types de développement compatibles avec la sauvegarde et la mise en valeur des sites ;
- Intégrer l'aménagement du littoral au développement de la Bretagne intérieure.

Un schéma pourtant nécessaire

Un tel schéma était évidemment nécessaire pour empêcher l'occupation anarchique du littoral et contrôler son exploitation. Toutefois, nous ferons un premier reproche : celui de n'englober qu'une partie du littoral de la Loire-Atlantique, c'est-à-dire jusqu'à l'estuaire de la Loire.

Un autre reproche fondamental : ce schéma se caractérise surtout par une accentuation des tendances actuelles en matière de développement, c'est-à-dire qu'il officialise la vocation touristique que l'on n'a que trop attribuée à la Bretagne. Si l'on étudie la liste des « unités d'aménagement » qui constituent le littoral breton, on s'aperçoit que toutes sont concernées par des activités touristiques, dans une proportion variable. Pour certaines d'entre elles, rien d'autre — ou très peu de choses — n'est prévu dans le domaine des activités économiques. C'est le cas en particulier du « secteur des trois baies » (Fremur, Arguenon, Frémar), qui verra un aménagement en profondeur à partir des pôles touristiques : la presqu'île de Crozon et le bassin de Châteaulin où les projets sont beaucoup plus précis et concrets pour les équipements de loisirs que pour l'extension des activités agricoles ; enfin, tout le sud de la Bretagne, surtout la Bassée-Cornouaille où la navigation de plaisance est le moteur du développement touristique.

Ceci nous paraît particulièrement inquiétant dans des zones de pêche comme la côte de Cornouaille où le tourisme semble devoir devenir tôt ou tard l'activité principale. L'intégration du développement touristique aux ports de pêche, objectif clairement exprimé, fait craindre le pire à plus ou moins long terme.

Il est intéressant de souligner que les projets d'implantations et d'extensions touristiques correspondent de façon troublante avec les sites déjà visés par les promoteurs (cf. le projet « Stockholm-Sud » évoqué dans le P.B. d'avril 1974). Ce sont les projets officiels d'aménagement qui sont calqués sur ceux des promoteurs immobiliers, et non l'inverse.

Un constat

En règle générale, l'essentiel des propositions dynamiques formulées dans ce schéma concerne le tourisme. Pour les autres activités, on se limite au constat de la situation présente, nous n'entrevoions pas de perspectives claires de développement hardi pour la pêche et l'agriculture ; au mieux on nous promet le maintien du statu quo. Ceci explique qu'il ne soit pas fait étalage du projet auprès des organismes agricoles et maritimes.

Quant à l'industrialisation, mise à part Brest et Lorient, aucune proposition sérieuse n'est faite pour le développement de pôles d'activités.

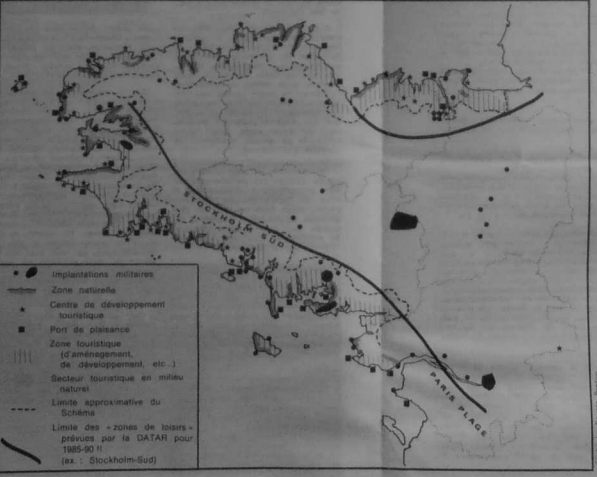
Enfin, des activités liées à la mer comme l'aquaculture, la recherche pétrolière en frise, le trafic maritime marchand sont à peine évoquées.

- Un complexe industriel maritime à la pointe de la Bretagne ;
- Des propositions concrètes pour l'exploitation des ressources pétrolières éventuelles de la mer d'Iroise ;
- La localisation de ports de commerce et de zones industrielles dans les différentes petites régions économiques ;
- Des propositions sérieuses pour le développement des activités maritimes :
 - pêche
 - aquaculture
 - trafic maritime marchand (qui exige, pour être florissant, une production économique sur place permettant une exportation suffisante)
 - des propositions sérieuses pour le développement des activités agricoles.

Une lacune importante

Une lacune importante de ce schéma d'aménagement mérite d'être soulignée : il n'est jamais fait état des implantations et projets militaires ainsi que de leurs servitudes. Pourtant les zones militaires ne manquent pas. Si l'on suppose, comme nous l'avons fait, la carte de la Bretagne touristique, et celle de la Bretagne touristique, on voit qu'il ne reste plus grand chose pour des activités créatrices d'emplois. D'autant qu'à ces zones encore « libres » il faut restreindre, à juste titre d'ailleurs, les parcs naturels et sites à protéger si l'on ne veut pas que la Bretagne soit à tout jamais défigurée.

Par ailleurs, nous nous sommes surpris que ce schéma prétende intégrer l'aménagement du littoral au développement de la Bretagne intérieure. Or à l'heure actuelle nous ne savons pas ce que sera la Bretagne intérieure, rien de sé-



Carte de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques



Marine de la Baie des Anges à Nice... ou pour le profit ?

rien n'étant prévu à son sujet. Si les pouvoirs publics ne se préoccupent pas plus sérieusement de son sort, on ne pourra plus parler de son développement mais de sa dégression, qui est déjà fortement entamée.

Ceci nous amène à exiger l'élaboration d'un schéma d'aménagement visant non seulement le littoral breton, mais toute la Bretagne. On ne peut en effet séparer le développement économique du littoral et celui de l'intérieur de notre pays. D'autre part, la situation désastreuse de l'emploi en Bretagne ne peut se contenter d'un schéma d'aménagement qui se borne à répartir les zones d'activités et de protection. Il faut à la Bretagne un projet conçu de façon plus dynamique, volontariste et qui soit intégré dans un plan d'industrialisation.

Un tel document pourrait comprendre entre autres :

- un complexe industriel maritime à la pointe de la Bretagne ;
- des propositions concrètes pour l'exploitation des ressources pétrolières éventuelles de la mer d'Iroise ;
- La localisation de ports de commerce et de zones industrielles dans les différentes petites régions économiques ;
- Des propositions sérieuses pour le développement des activités maritimes :
 - pêche
 - aquaculture
 - trafic maritime marchand (qui exige, pour être florissant, une production économique sur place permettant une exportation suffisante)
 - des propositions sérieuses pour le développement des activités agricoles.

Des solutions sont possibles pour concilier harmonieusement développement économique véritable, urbanisation contrôlée et protection des sites. Mais il ne semble pas qu'il soit dans les intentions de l'Etat français capitaliste de les chercher. Il a trop besoin de notre pays comme terrain militaire, parc de loisirs et réservoir de main-d'œuvre. Il est encore temps, mais grand temps, de lutter pour renverser la vapeur. Sinon c'est un « schéma d'aménagement du désert breton » qui nous sera un jour proposé.

Jean Routout.

LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES

ILE-ET-VILAINE

SAINTE-MALO CHOMAGE PARTIEL A LA SOLA

Ce chômage partiel affecte une trentaine de personnes, principalement des femmes. Depuis le mois de septembre 1974, les ouvrières ne travaillent en moyenne que 10 à 15 jours par mois. La C.G.T. est intervenue auprès des pouvoirs publics pour que « toutes dispositions soient prises afin que le travail soit garanti à temps complet ». On pourrait suggérer au Conseil général d'Île-et-Vilaine de faire une retenue sur l'importante subvention qu'il vient d'accorder au port de yachting de Saint-Malo...

FINISTERE

SAINTE-RENNAN BATAILLE D'ACTIONNAIRES A LA COMPAGNIE MINIERE

La COM.IREN, créée par le notable local Pavot, républicain indépendant, est menacée dans son existence depuis le 15 janvier. Cette entreprise spécialisée initialement dans l'extraction d'étain dans le bassin minier de Saint-Renan puis de Plougonven et de Languennec se tourne vers l'extraction de sable minier destiné à la construction depuis l'exploitation de ces gisements stannifères et l'absence de recherche souterraine de nouveaux gisements. Cette nouvelle orientation de l'entreprise a entraîné une lutte interne entre les détenteurs de capitaux (Bureau de Recherches Géologiques et Minières, Société d'Aménagement Portuaire du groupe Caperaud, Pavot). Cette lutte a déjà entraîné le remplacement du P.D.G. de la société ainsi que les travailleurs en aient été informés. Aussitôt les travailleurs ont provoqué des débrayages pour le maintien de leur emploi dans la région, pour la garantie de leur statut de mineurs et pour le droit à l'information sur le marché de l'entreprise.

La COM.IREN semble être convoitée par des groupes de travaux publics. En effet, l'exploitation de sable minier puis de sable marin en mer d'Iroise avec création de cimenteries équivaut à l'appât de groupes financiers.

Chronique réalisée en collaboration avec la participation des sections de Brest-centre, Guingamp, Plouzané et Rennes.

COTES-DU-NORD

GUINGAMP CONFLIT AU FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS

La directrice de cet établissement a licencié l'animatrice recrutée depuis 2 mois, pour le motif suivant : « Il est impossible de collaborer avec vous... ». En fait, cette animatrice a voulu remplir le rôle qui était le sien : apporter des activités de détente aux jeunes travailleurs de ce foyer où régnait une discipline médiocre. Cette activité fut sans doute jugée condamnée à l'échelle de la philosophie de la maison, affiliée aux « Amities sociales » et résumée ainsi par le président du Comité guingampais de cette association : « Ouais... ça qu'un jeune travailleur demande quand il a fini sa journée ? Un bon repas bien chaud et dormir sans payer trop cher... »

Ce licenciement entraîna la solidarité immédiate des résidents du foyer et de ses employés qui firent une grève d'avertissement le 24 janvier. La C.F.D.T. organisa la fête qui se termina par la réintégration de l'animatrice licenciée. Ce conflit aura permis également de dénoncer les conditions scandaleuses d'emploi du personnel : heures supplémentaires non payées, irrespect total de la convention collective, et peut-être également d'arriver à l'élection démocratique d'un nouveau conseil d'administration plus conscient de ses responsabilités.

LOIRE-ATLANTIQUE

DONGES POLLUTION CHIMIQUE

Dans la région de Donges les dangers de pollution se précipitent : citons en particulier les fumées sulfureuses respirées régulièrement sur la route de Saint-Nazaire à Nantes à l'embranchement de la voie express vers la route de Pont-Château. De plus, les usines se débarrassent de leurs produits dangereux : arsenic, soufre, mercure... Des accidents graves sur des animaux (moutons aveugles) et sur les personnes (par des légumes contaminés), sont déjà arrivés à Donges !

MOR-BIHAN

YANVES LA DEMOCRATIE SELON MARCELLIN

En 1974, le Conseil municipal de Yanves ne s'est réuni que deux fois en séance officielle. Notons, au terme de la loi, un conseil municipal doit se réunir au moins une fois chaque trimestre. Mais l'ancien ministre de l'Intérieur n'a que faire de la loi et de la démocratie dans son fiel !

La direction de la COM.IREN, essaye de rejeter la responsabilité de la situation actuelle sur le municipalité de Guilers, qui, par son plan d'occupation des sols, a fait retarder l'exploitation de carrière de sable sur son territoire. Mais ceci est apparu très vite comme une manoeuvre de la direction pour diviser les travailleurs.

Affaire à suivre, mais une menace sérieuse de l'emploi de 80 personnes.

En Paix
Restaurant
Café - Brasserie
Service à toute heure.
Tous les jours jusqu'à 0 h 00
Place de la République
59000 LENS
T3 30 80 21 et 30 80 22

EXISTE-T-IL UNE PEINTURE BRETONNE ?
UNE INTERVIEW DU PEINTRE YVON DANIEL



Yvon Daniel est originaire de Paimpol, où il est né en 1948. Aimant et pratiquant la peinture depuis son enfance, il est entré à vingt ans à l'École des Beaux-Arts de Brest où il commença à sculpter. Ce fut toutefois la peinture qui l'emporta. Nous l'avons interrogé dans son atelier à Plouzané. Cette interview permettra peut-être d'entamer une discussion intéressante sur le rôle de la peinture dans le renouveau culturel en Bretagne.

— **Actu des relations avec d'autres jeunes peintres ou d'autres artistes ? Pour discuter, exposer ?**

— Bien sûr. Si la solitude est pour moi le meilleur moyen de créer et de réfléchir, j'éprouve aussi un besoin très fort de communiquer avec d'autres peintres. Au contact des autres l'air de l'atelier se renouvelle. Les bienfaits et salons sont à cet effet très importants. Je crois que l'isolement est nécessaire pour le peintre ; la véritable expression peut alors naître. Sinon, l'influence, positive parfois, peut devenir gênante souvent.

— **Le Peuple Breton ? Yvon, pourquoi peindre ?**

— Yvon Daniel : Un peintre a dit : « Je peins parce que je ne peux pas faire autrement ». La peinture est, comme la musique, le chant de la vie. Je peins parce que j'aime la vie. Bien que certains peintres parlent que voir n'est pas du tout une façon de penser, mais une façon d'être ouvert au monde, le crois davantage à l'idée d'un homme devant sa toile, cette surface blanche qui va être bientôt traversée par des lignes, des volumes et des couleurs, par l'expression de l'être. Le sens de l'équilibre est en nous certes, encore faut-il l'appréhender. Un premier trait, une première touche de couleur sur la surface, c'est un peu le chef d'orchestre qui, dès l'introduction, guide son ensemble instrumentale jusqu'au bout. Une première ligne, une première touche inévitablement amène à un ensemble équilibré.

— **T'es-tu senti influencé par quel qu'un, par une école ?**

— En effet, la découverte des expressions abstraites et plus tard de Pignon m'a révélé ce besoin de transcender l'écriture en visuel, et non pas en traduisant les apparences. C'est-à-dire que ce ne m'intéresse pas de dessiner un bateau pour « faire ressembler » un photographe le ferait mieux, mais plutôt pour saisir son rythme.

traverser d'un besoin profond, vital de l'expression et cette découverte des choses de notre propre être ne peut se faire et la peinture est confondue avec un agréable passe-temps. Si le fait de poser une touche de couleur sur la toile nous procure une grande joie, elle est aussi synonyme d'expérience et de recherche, synonyme également d'une transpiration intérieure.

— **Quelles sont les conditions de la création artistique en Bretagne ?**

— Pour ma part, j'aimerais la dessin dans un établissement secondaire à la vie de bohème. Certains s'en accommodent pas mal. Le système social actuel a fait que l'artiste, comme beaucoup d'autres hommes, a senti une transformation profonde dans son mode de vie. Ainsi, les artistes sont presque toujours les victimes d'un système idéologique qui prend la culture à son compte. Qui ose tant en effet contredire ce slogan « la culture, un bien pour tous... ». En effet, à condition qu'elle ne soit pas une récupération pour garder à vue les yeux dans les maisons de la culture, il est bien décevant également de constater que le Ministère des Affaires Culturelles a le plus petit budget de l'Etat : 0,57 %, soit 80 % pour la Région Parisienne.

— **Y-a-t-il aujourd'hui une peinture bretonne ?**

— Lorsque parle de peinture bretonne, on pense facilement à l'école de Pont-Aven qui ne fut pourtant à l'origine qu'une recherche d'éclectisme destinée à favoriser l'abandonnement de nouvelles formes d'expression, même si, par la suite, certains membres de cette école ont su traduire leur vision de la réalité bretonne. Mais on ne peut en aucun cas parler de peinture populaire.

Le renouveau de la culture populaire bretonne s'exprime surtout aujourd'hui par le théâtre, la musique, le dessin et même le cinéma. Mais il est même possible de qualifier une peinture de bretonne ? Sûrement pas à mon sens, car une peinture par sa forme, sa matière ou sa technique ne peut qualifier une peinture par sa forme. Mais on le peut par l'influence que le cinéma du pays exerceait sur le peintre. Van Gogh, par exemple, n'aurait jamais pu se charger de bio en Hollande comme il l'a fait en Occitanie. C'est là que sa palette s'éclaircit, il subit les contre-jours des chemins du Borduge, les visages durs qui ont les épaules de pommes de terre. Il traduit ainsi une certaine réalité occitane.

— **Un peintre peut-il « réussir » en Bretagne ?**

— Réussir, ici comme ailleurs, pourquoi pas ? Mais il est nécessaire de savoir de quelle réussite il s'agit. La première réussite qui vient à l'esprit est matérielle. Cependant, en gagnant ainsi sa vie, le peintre doit résister à toutes sortes de pressions.

Certains peintres y arrivent et c'est encourageant. Résoudre le problème qui s'attache au pays devient instantané si la peinture, il y a une peinture bretonne qui est leur réalité et qu'ils seuls peuvent donc sentir. La restriction de cette réalité se fera surtout par le besoin indispensable d'avancer.

LA DISCOTHEQUE J.C. PROUST
Importation de disques techniques
6 rue Assemblée Nationale
LORIENT - Tél. 21.23.23

Peuples opprimés

IRLANDE

Trois ans après le massacre de Droghda, la trêve acceptée par les communistes d'Irlande du Nord. Tout est loin d'être réglé cependant et le problème se pose en particulier de savoir qui va assurer la police après le départ des troupes britanniques.



Après le départ des Anglais.

Dans un communiqué, l'I.R.A. officielle a déclaré qu'il n'était pas question de revenir aux anciennes pratiques des R.U.C. (Royal Ulster Constabulary : l'ancienne police à majorité protestante, qui fut à l'origine de ces événements en 1969) et que le nouveau corps de police (1) devait être désigné (2) devant être non sectaire et acceptable par toutes les communautés (3) être purgé des éléments criminels qui subsistent depuis les R.U.C. et devait être sous contrôle civil (4) et que enfin il ne devait comprendre aucun service spécial (Special Branch).

OCCITANIE

Le Livre Occitane a reparu depuis le début de l'année après plusieurs mois d'interruption. A cette occasion il faut noter un article sur les événements de Dragagnan où avec un peu de recul des militants occitans font une analyse de la situation, mettant en évidence ce dont les partis de gauche bretonnais ont fait.

DIEN-BIEN-PHU
C'est l'époque du premier Préfet. Après un face à face, souvent brutal de plusieurs années, entre la réaction et le mouvement de masse, l'équilibre est rompu.

Les municipalités sont dissoutes. Dans le monde, la guerre froide fait gravir à l'anticommunisme les échelons les plus hystériques. La jeune Fédération républicaine du P.C.F. se retrouve face à elle-même.

La ligne est pro-départementale. La réalité est coloniale. En 1950, on est proche de Dien Bien Phu, mais « ils » ne le savent pas encore. Sur les immenses territoires africains et asiatiques, une colère qui ne sera pas sans lendemain, quelle que soit la solution économique.

LE PARTI COMMUNISTE RÉUNIONNAIS : UNE HISTOIRE QUI SE CONFOND AVEC CELLE D'UN PEUPLE



En août 1971 fut signée la convention du Mornu-Rouge qui réunissait les organisations représentatives des TOM-DCM sur la base d'une charte anti-colonialiste. En janvier 1975, les partis communistes français, guadeloupéens, martiniquais et réunionnais ont signé une déclaration commune dénonçant la perpétuation du fait colonial dans les TOM-DCM. C'est l'occasion aujourd'hui pour « le Peuple Breton » d'évoquer l'étroite correspondance entre la contradiction d'un des partis et la progression du combat pour la décolonisation d'un peuple, le peuple réunionnais. L'histoire du P.C.R. (Parti communiste réunionnais), en effet, se confond avec celle du peuple réunionnais, dont les luttes de 1946 à 1959 ont abouti à la création d'un parti qui dirige aujourd'hui une subtile lutte de décolonisation. Voici brièvement tracées les étapes de cette lutte dans une évocation tirée d'un journal réunionnais : Témoignage chrétien, de la Réunion.

LE MISSIONNAIRE

1946. Les foules déchainées. La trêve de l'élection municipale, la conquête des sièges municipaux, la grande illusion départementaliste. La Réunion, département français. Pour le peuple, c'est l'espoir d'accéder à l'égalité sociale, à la dignité du citoyen à part entière. C'est à la fois 1789 sous les tropiques et la grande poussée de la gauche française au lendemain de la guerre. Une Fédération communiste, la première dans l'île, est créée, avec l'aide d'un instructeur du P.C.F. : Louis Odu. Les affrontements deviennent fréquents. On veut démanteler les marées de gauche. A St-Louis notamment, le Maire Fiol, est victime des provocations des hommes de main de la réaction.

Un étrange missionnaire arrive à Gilette. Il a un nom célèbre dans le pays, un passé de résistant brillant, une légende de « maudit » pour la grande bourgeoisie. Il s'appelle Paul Vergès. Il vient de séjourner sept ans en France. Sept années de maturation et de maritimes au service du P.C.F.

1954. Quartier Français. Un beau nom pour une réalité sombre. L'union est essouffée dans l'implacable concurrence du capitalisme étranger. Sur sa gauche, les planteurs créanciers, sur sa droite, les banques qui ferment le crédit. La porte du salut est plus qu'étriquée. L'air est condensation.

On est assailli à l'incroyable. C'est le contrat-choix de l'année. La Fédération communiste, armée par Paul Vergès et Bruny Payet, mène avec les planteurs une bataille de masse pour sauver l'union sur une base revendicative révolutionnaire : règlement ramené de 3 ans à 1 an, mode de partage planteur/ouvrier transformé de 2/3 - 1/3 en 3/4 - 1/4.

La brèche dans l'aristocratique société de plantation ne pourra plus jamais être comblée. La Fédération communiste devient le porte-drapeau à la fois des planteurs et des ouvriers. C'est le second souffle du mouvement communiste.

1955. Sur cette base d'une alliance de classe ouvriers-planteurs, les masses font un triomphe aux élections « rouges », à l'occasion des législatives du 2 janvier. Paul Vergès et l'instituteur Raymond Mondou sont élus députés.

1957. Il arrive. L'homme inévitable des mauvaises causes, le casseur. Il s'appelle Fernand Pradier. Il est Préfet. Son seul objectif : casser le mouvement.

Cela commence le soir même de la mort de Raymond Vergès. Les châtiments commencent leur ronde.

A ce jeu il n'est rien. Ils tuent Eliard Laude, matraquant Paul Vergès, emprisonnant des camarades. La bourgeoisie réunionnaise, toute honte bue, est l'émule d'un sinistre colonial, un certain Colonel Maucé.

UN HOMME DE L'AVENIR

Mai 1959. Ce mois là, plus de cent délégués feront le voyage du Port. Le Parti communiste réunionnais est tout entier. Une ligne fondamentale : l'autonomie. Un dirigeant prestigieux : Paul Vergès. Une espérance sans limite. Liberté, liberté.

C'est le plus grand mérite du Parti communiste réunionnais : ne sera peut-être pas d'avoir conduit sans faillir la lutte dure et directe contre le colonialisme ; et même d'avoir arraché l'initiative au cours de ces brûlantes préséances.

Le parti, le mieux organisé du pays, bien sûr. La force politique la plus conséquente ? Ce sont en effet des titres, des références, des évidences.

Mais sa plus grande victoire ne se mesure pas en pourcentages électoraux ou en comptabilité de vignettes. Elle réside peut-être dans ce fait qu'il ait réussi à devenir la conscience réunionnaise ?

Qu'on en soit membre ou pas, se situer par rapport au P.C.R., c'est se découvrir Réunionnais. C'est finir avec le divorce, la rupture entre le premier esclavote et le colonisé d'aujourd'hui. C'est accéder à la cohérence, à la continuité, à l'identité.

Entre Simandré et Eliard Laude, le récit d'une rébellion et la conquête d'une vérité trouvent leur unité interne. Le Réunionnais est homme que l'on a voulu, sans passé, sans racine, sans visage, est devenu un homme de l'avenir, de la Réunion.

D'avoir su réconcilier le colonisé réunionnais avec lui-même, avec sa honte, avec son bonheur, avec son histoire. Par la lutte.



COURRIER DES LECTEURS

UN RAYON DE SOLEIL BRETON DANS LE DÉSERT

J'espère que vous ferez mon changement d'adresse le plus tôt possible et que je pourrai recevoir encore ce journal qui, chaque mois, apporte un rayon de soleil breton à mon logement dans les déserts du Moyen-Orient.

Je ne puis que vous encourager dans la voie que vous suivez, et l'espère beaucoup le succès des articles et le mordant de votre lutte qui doit être celle de chaque breton conscient de l'oppression qu'il subit à tous les niveaux et dans tous les domaines.

M. Marwan-Caradec - Irak

LE P.B. EST SINISTRE

Étant une sympathisant depuis quelque temps, je me permets quelques critiques via-voix de votre journal, j'espère qu'elles auront constructives.

Il n'est pas drôle du tout votre « Peuple Breton », je pourrais même dire que le lire me déprime. Et l'habitude de lire. Je suis un peu une « intellectuelle ». Alors que penser des travailleurs, des « manuels » à qui est censé s'adresser votre journal ? J'estime que c'est une aberration. Le peuple breton, le vrai, il n'est qu'un Français et c'est l'« algébrique » et il le lit encore longtemps, si vous ne changez pas de formule. Vous ne me feriez pas croire que vous touchez la « masse », et si vous ne la touchez pas, à quel sert un journal, si il n'intéresse que les convaincus d'avance ? Vous avez déjà votre journal interne, alors ?

Alors ? On peut être sérieux, crédible, et avoir de l'humour et de la gaieté, on peut informer consciencieusement, faire une lutte politique et utiliser le langage de chaque jour. Bon sang, les travailleurs peuvent être intelligents et ne pas être agrégés de grammaire. Et puis ils ont aussi le droit de rire, non ? Qui sont les bandes dessinées humoristiques ? Ce fait passer les idées, ça aussi.

M. Harriou-Cotral, 35 Rennes

AVORTEMENT

Vous avez raison de dénoncer les injustices, etc. Tort d'oublier les exigences chrétiennes (articles stupides, et pas seulement marxistes) et l'écœurement et l'affaire du père CGT à Lorient). Le père fera plus que les traditions marxistes pour libérer la Bretagne.

Abbot Thomas, 70-Gray

PAS D'ACCORD ?

Je n'ai pas renouvelé mon abonnement pour la bonne raison que je ne suis pas tout à fait d'accord avec votre façon de voir. Je pense pour ma part que si la France est libre du capitalisme, la Bretagne en profitera comme tous nos provinces. Et je crains que, l'indépendance obtenue, il faille encore lutter car nous nous la classe possédante et surtout l'Église ont grandement leur place. Ce n'est pas dans la division que nous nous en débarrasserons.

J. Jégoulet - La Havre

NÉ PAS MONOPOLISER LA MUSIQUE BRETONNE

Après constaté depuis plusieurs mois le parti d'un placard publicitaire : « La musique bretonne », est Arfolo, dans « Le Peuple Breton » nous voudrions attirer votre attention sur cette formule.

Nous voyons clairement l'importance de la publicité pour votre journal sur le plan financier. Cependant dans ce cas précis, il nous semble dangereux de permettre à une firme ou à un individu, quelle que soient leurs mérites ou leur efficacité, de se faire le porte-parole exclusif d'un peuple ou d'un pays. Même si Arfolo ne publie que de la musique bretonne, il n'en a pas plus la monopole que n'importe qui en Bretagne. La musique populaire dans son essence doit appartenir, et appartient à chacun, et non à une firme capitaliste (sa non), quelle qu'elle soit. Une telle formule relève d'un type de publicité « Le Blanc », c'est Dark », et nous paraît le contraire pour le peuple breton.

Solutions socialistes et bretonnes Le Collectif Bretonnais Morlaix

OLI AU NOUVEAU PAPIER DU P.B.

Je réponds à votre question : « Que pensez-vous du passage du papier glacé au papier offset ? Pour ma part, je n'y trouve aucun inconvénient, quand il s'agit de supprimer le luxe pour un problème de gestion ; mais surtout, le papier est l'essentiel est ce qu'il y a écrit, et non que le papier soit glacé, offset, blanc ou de toute autre couleur. Assurez-vous de changer votre (bonne) ligne de conduite dans vos écrits.

P. Kermaroc, 22-Lannion

CONTINUEZ DANS CETTE VOIE.

Continuez dans cette voie. Le papier offert devrait, je l'espère, permettre un plus large tirage. Le plus important étant l'information.

T. Corrad, 44-Nantes

ABONNEZ-VOUS LE PEUPLE BRETON

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Uniquement un abonnement individuel 20 F (1)

Un abonnement (2) étranger par an 45 F (1)

A partir de 10 ans

Le règlement par chèque postal (1) (1) Réper. les numéros de chèques postaux (1)

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS PUBL VREIZH

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Uniquement un abonnement individuel 10 F (1)

Un abonnement (2) étranger par an 20 F (1)

A partir de 10 ans

Le règlement par chèque postal (1) (1) Réper. les numéros de chèques postaux (1)

C.C.P. RENNES 2746-79

Pellier et Vilgrain. Je connais cet ouvrage en tant qu'enseignant en Histoire-Géographie. Bien souvent, j'ai pu constater un ou plusieurs articles (il y aurait matière) à décrire la teneur des chapitres consacrés à la « culture bretonne » dans les manuels scolaires.

Car les ouvrages passent entre les mains de jeunes bretons au fur et à mesure, par-ci par-là. Bien souvent, leur travail et le style de vie que leur impose le système ne leur permettent plus de recourir en cas de doute à la lecture de ces ouvrages. Les auteurs bretons ont donc une tâche ardue.

Permettez-moi de vous le confirmer en vous citant le livre de Géographie de l'île de la Réunion et Prévoir (un livre de 100 pages) paru en 1973.

1) La carte économique (page 100) offre sans parler « l'île de la Réunion ».

2) L'exploitation de la mer (page 104) offre sans parler « l'île de la Réunion ».

3) Les îles, etc.

Vraiment, il y a du travail à faire pour les jeunes Bretons scolaires d'aujourd'hui, de plus en plus nombreux, les fréquents votre journal.

G. Provost, 35-Chateaubourg

librairie de bretagne
VOUS PRÉSENTE
1 RUE ST-GEORGES
UN GRAND CHOIX
D'OUVRAGES ANCIENS
ET NOUVEAUX
CONSCRÉS À LA
BRETAGNE
ET BEAUX LIVRES
DE BIBLIOPHILIE
Rennes tel. 30.30.83

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

ORIENTATION DEPORTATION

SOMMAIRE

PAGE 5
**LE SCANDALE
DE LANVELLEC**

PAGE 9
**LA FETE EN
BRETAGNE**

PAGE 7
**SUITE DE
L'ÉTUDE SUR
L'ÉNERGIE**

LE PETROLE BRETON

PAGE 10
**S. A. V.
DES LETTRES
ÉDIFIANTES**

PAGE 12
**LE PROBLEME
BRETON
DE BREST
A NANTES**

PAGE 13
**EXISTE-T-IL
UNE PEINTURE
BRETONNE**

PAGE 14
**UN ANNIVER-
SAIRE : LE PARTI
COMMUNISTE
DE LA RÉUNION**



On leur dit : orientez !

Bien !... Mais comment faut-il le prendre : au sens scolaire ou au sens géographique ?...

Tout au long de l'année scolaire, les professeurs principaux des classes de 3ème de C.E.S. et de C.E.G. ont à manœuvrer dans la procédure complexe de l'« orientation » des élèves. Mais tandis qu'ils en franchissent les étapes une à une, d'insidieuses questions leur viennent à l'esprit : ces interminables pelettes, ces « pinailages » sur les dossiers sont-ils encore de saison par ces temps de crise et de chômage ?...

Les professeurs principaux du district de Quimperlé-Concarneau savent maintenant à quoi s'en tenir. S'ils avaient encore des doutes, ce qu'ils ont entendu au cours de cette réunion de Scaër, un mardi de janvier, a achevé de les éclairer...

Qui de mieux placés pour leur parler du problème de l'emploi dans le Sud-Finistère que le Directeur de l'antenne quimpéroise de l'Agence Nationale pour l'Emploi (A.N.P.E.) et son adjoint ? Ils en connaissent les données concrètes et leur secteur recouvre 66 communes autour de Quimper, en gros de Penmarc'h à Quimperlé, dans lesquelles les élèves concernés pourraient espérer légitimement trouver du travail dans quelques années.

Voici, pour l'essentiel, ce qu'ils ont dit :

— On ne peut travestir la réalité : « Tous les secteurs sont touchés. Il n'y a pas suffisamment de créations d'emplois par rapport aux jeunes qui arrivent sur le marché du travail. » Actuellement ceux que les employeurs recrutent sont surtout « des gens hautement qualifiés, avec de l'expérience,

et qui viennent souvent d'ailleurs. »

• La métallurgie est peu développée dans la région. Elle dépend des besoins locaux, surtout de la conserverie (ex. la B.M.A.). Mais il y a saturation.

• Le bâtiment connaît les difficultés que l'on sait (Laits, Fiesh-Construction, etc...) mais les licenciements se multiplient.

• Commerce : néant. Il y a des gens qualifiés qui sortent de l'I.U.T. et qui ne trouvent pas de débouchés.

• Dans les emplois de bureau, c'est la piétine. Quelques propositions d'emploi de loin en loin...

• Dans la conserverie et l'agro-alimentaire : peu de postes à qualification. Ce secteur n'offre que des emplois peu rémunérés.

• Confection : les ateliers, soumis aux aléas de la sous-traitance, sont en difficulté (cf. vêtements Isola et Mellac).

• Dans la chaussure, rien à espérer de ce côté. On se rappelle l'affaire Donval et ses licenciements...

Etc...
L'exposé fut fréquemment interrompu : un sentiment de colère gagnait l'assistance. Cet étalage de la réalité de l'emploi, nue et brutale, était pour beaucoup un révélateur. Chacun savait que cette réalité n'était pas rose, mais ainsi détaillée, elle devenait scandaleuse. Le directeur de l'ANPE était forcé d'en convenir, lui qui vient d'arriver d'une région « plus favorisée que la nôtre ».

Le débat qui suivit fut significatif :

— La situation est certes difficile, mais non désespérée, agissez auprès des municipalités...

— Quoi ! Mais les municipalités sont impuissantes, même quand elles ont l'oreille du gouvernement. Voyez celle

de Concarneau : dans son programme électoral, elle promettait d'amener des implantations d'usines « grâce à ses relations ». Non seulement elle n'a rien créé, mais elle n'a pu empêcher la fermeture de « Marcesche ».

Il fallait bien aller au fond des choses, désigner les causes et les responsables d'une situation aussi dramatique. Ce que firent les différents participants :

— Ce sont des choix délibérés du gouvernement... Le refus d'exploiter les possibilités naturelles du pays est évident.

— On veut faire le désert pour obliger les jeunes à partir...

— Tout pour le tourisme et l'armée, rien pour l'industrialisation et l'emploi...

— Les études prospectives de la D.A.T.A.R. montrent clairement que la technocratie capitaliste veut la Bretagne à devenir une zone de loisirs pour les pays du Nord de la Communauté européenne. Le processus entre dès à présent dans les faits...

Voilà en effet la vérité : le pouvoir laisse volontairement se dégrader l'économie de la Bretagne parce qu'il a d'autres visées sur notre pays. Il se soucie peu de cette masse de jeunes Bretons qui vont sortir des écoles et qui demain auront besoin de travailler. On voit déjà des foules de candidats se presser pour le moindre poste mis au concours par une administration, pour un emploi dans une banque, pour une suppléance de secrétaire... Les centaines de jeunes qui sortiront bientôt des lycées et des collèges n'auront à gloier dans leur pays que quelques emplois subalternes, point de postes à qualification. Il est caractéristique que lors de la réunion de Scaër il n'ait même pas été question des débouchés pour les futurs bacheliers...

Il importe de dénoncer les intentions réelles du gouvernement, cachées à l'opinion publique par des propos hypocrites : « J'appelle aménagement du Territoire s'occuper d'abord des problèmes sociaux, s'occuper en priorité des problèmes humains là où ils se trouvent », proclamait avec l'accent de la conviction M. Jérôme Manod, délégué à l'Aménagement du Territoire, au micro d'Europe 1 le 14 Février !

— Et « Stockholm-Sud », M. Monod ? (voir le Peuple Breton d'avril 74). Est-ce en projetant de faire du littoral breton une zone de tourisme pour Européens des régions riches, qu'on « s'occupe en priorité » des problèmes des Bretons en Bretagne ?...

Les élèves et leurs familles ont des raisons de s'inquiéter de l'avenir que leur prépare le pouvoir capitaliste, les professeurs de s'interroger : « orientez-les » cela signifie-t-il : orientez-les vers le chômage ? ou : orientez-les vers Paris ?

Aux uns et aux autres nous disons : osez exprimer votre colère, osez rejoindre le combat de l'U.D.B. qui est le vôtre.

Fanch Bozec

en ty COZ
E MONTROULEZ
à ZOGUINNESS BEUZ AR VARRIKENN
à CHOUCHENN TEL : 88.07.65

Composition électronique - Lorient
Imprimerie Cornouaillaise - Quimper
Publication inscrite à la C.F.P.A.P. N° 41 387
Tirage : 3000 ex. - Débit légal : 1^{er} trimestre
Directeur de la publication : R. Laprohon

agence immobilière
jacques guégan

14 Boulevard Laperche - 56100 LORIENT - tél 02 97 95 21